

Libérer ma parole

Délice Mugabo

Numéro 762, janvier–février 2013

Féminismes : état des lieux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68262ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mugabo, D. (2013). Libérer ma parole. *Relations*, (762), 14–15.

la documentation des inégalités de genre (les commissions d'enquête gouvernementales des années 1970 ou la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'encontre des femmes, adoptée par l'ONU, par exemple) et à la préconisation de solutions pour y mettre fin, comme l'équité salariale et les organismes gouvernementaux responsables de la « condition féminine ».

Pour sa part, la variante radicale conduit à l'organisation de luttes contre divers aspects de l'oppression des femmes (travail domestique, oppression sexuelle, absence de droits, accès à certains domaines réservés aux hommes), bref, à un certain « syndicalisme féminin ». Celui-ci peut être « de combat » puisque les résistances à l'égalité entre les femmes et les hommes sont nombreuses, mais il n'en reste pas moins sur le terrain d'un mouvement « identitaire », lié à la catégorie « femmes ». Cela conduit graduellement à une transformation du mouvement féministe en mouvement des femmes.

Que ce soit dans sa variante libérale ou dans sa variante radicale, le mouvement est rapidement conduit à se poser la question suivante : l'égalité de quelles femmes, avec quels hommes ? Ainsi, du fait d'une compréhension étreinte des inégalités sociales, réduisant celles-ci aux seules inégalités de genre, le féminisme libéral devient l'horizon du féminisme radical – contrairement aux espoirs des féministes radicales des années 1970 qui espéraient une radicalisation des libérales. L'enjeu du féminisme tend ainsi à se réduire à l'ajout de femmes à tous les échelons de la hiérarchie sociale (plus de députées, d'entrepreneures, de militaires, d'ingénieures, etc.).

Par contre, si l'on conçoit le mouvement féministe comme un mouvement pour la justice sociale ayant pour point d'ancrage la lutte contre les injustices faites aux femmes, le chemin est peut-être plus sinueux, mais en même temps plus prometteur. Certes, il ne s'agit pas de fondre le féminisme dans le vaste creuset des luttes anti-capitalistes, mais plutôt de tenir pour acquis que nos sociétés sont structurées par divers systèmes consubstantiels d'injustice – qui forment un nœud qui ne peut être séquéncé qu'à des fins d'analyse.

Dans cette optique, les enjeux auxquels sont confrontés les féministes ne sauraient se réduire à des enjeux d'inégalités de genre. Ils doivent embrasser aussi les inégalités de race et de classe si nous voulons que nos luttes permettent la liberté et l'égalité de toutes les femmes et non d'une petite minorité qui ne devrait l'amélioration de son sort qu'à l'assujettissement accru d'autres femmes.

Cela exige d'abord de comprendre que l'injustice, dans les sociétés contemporaines, a plusieurs facettes, dont les plus importantes, pour reprendre les catégories d'Iris Young, sont l'exploitation, la marginalisation, l'absence de pouvoir, l'impérialisme culturel et la violence. Cela nécessite ensuite d'envisager la question des rapports sociaux et de leur interrelation. Il en découle que l'enjeu n'est pas seulement la situation des femmes, mais la structuration du vivre-ensemble – « le monde », selon Hannah Arendt.

QUELS TERRAINS DE LUTTE ?

Si l'enjeu du féminisme devient « le monde », cela élargit considérablement ses terrains de lutte potentiels. Une des grandes leçons que nous pouvons tirer du « printemps québécois », c'est que pour susciter une mobilisation politique

Libérer ma parole

DÉLICE MUGABO

Dans le cadre du processus des États généraux de l'action et de l'analyse féministes, les enjeux qui m'interpellent le plus sont ceux de la lutte pour l'égalité entre les femmes et la reconnaissance des divers courants qui traversent notre mouvement. Plus que jamais, celui-ci est sommé de tenir compte, dans son action et ses réflexions, du fait que les femmes vivent aux intersections de diverses oppressions et que le patriarcat n'est pas notre seul Goliath. Je suis une *black feminist*, plusieurs sont *queer*, d'autres sont des féministes musulmanes, certaines vivent avec un handicap, et combien connaissent toutes ces réalités à la fois ! Pour moi, les États généraux sont le moment de prendre le pouls du mouvement et de se rendre compte que son action ne peut être menée sans que toutes y aient une place.

J'ai plongé cœur premier dans cette démarche collective, certaine que de ce beau risque naîtraient de nouvelles alliances, un sentiment d'appartenance revivifié, un long printemps féministe. J'ai souvent entendu dire que le chemin est plus important que la destination, mais je me rends compte qu'il est aussi plus exigeant. Il nécessite réunions, échanges, débats, soupers, activités artistiques, bref, plusieurs moments pour se voir, rire, s'encourager, mais aussi discuter et se dire « les vraies choses ». Le plus fascinant est de découvrir la richesse de nos vécus, la profondeur du regard que nous portons sur nos vies. Le plus éprouvant est de parfois me demander si j'ai vraiment été entendue ou, simplement, écoutée. Est-ce que ma voix pèsera dans la balance ou sera-t-elle une musique de fond ? Les perspectives féministes *queer*, anti-racistes, ou anti-capacitistes¹ seront-elles reflétées dans les analyses produites par ces États généraux, ou seront-elles noyées dans les notes de bas de page ?

1. Le capacitisme désigne une forme d'oppression contre les personnes vivant avec un handicap.

L'auteure est co-porte-parole des États généraux de l'action et de l'analyse féministes

de grande ampleur, nécessaire à la transformation des rapports sociaux de classe, de sexe et de race qui prévalent au Québec, il ne faut pas se cantonner à des revendications sectorielles mais parvenir à transformer celles-ci en questions d'intérêt public concernant l'ensemble des citoyennes et des citoyens. C'est ainsi qu'un refus de la hausse des droits de scolarité a été formulé en termes d'opposition au principe néolibéral de l'utilisateur-payeur, ce qui a permis au mouvement étudiant de contrer (au moins à court terme) une telle hausse tout en ralliant à sa cause celles et ceux qui luttent contre la «taxe santé», contre la hausse des tarifs d'électricité ou des loyers. C'est un exemple qui peut être inspirant pour le mouvement féministe.

Avec l'avènement du féminisme, les enjeux des femmes, autrefois confinés à la sphère domestique, se sont élargis. Ils embrassent maintenant la violence, l'avortement, la contraception, les inéquités salariales, l'accès aux emplois non traditionnels, etc. Cependant, certaines réticences demeurent quand des féministes abordent des enjeux de politique étrangère, de fiscalité, d'immigration, de militarisme, d'inégalités sociales, de culture et de développement économique – questions d'importance lorsque «le monde» devient notre enjeu.

Dans les prochaines années, il nous reste donc à établir l'idée que rien de ce qui est humain n'est étranger aux préoccupations féministes. Ainsi, on ne peut pas réfléchir à l'organisation de notre système de santé en faisant l'im-

Dans les prochaines années, il nous reste donc à établir l'idée que rien de ce qui est humain n'est étranger aux préoccupations féministes. Ainsi, on ne peut pas réfléchir à l'organisation de notre système de santé en faisant l'im-

pas, par exemple, sur la division sociale et sexuelle du travail qui prévaut dans ce secteur, ni sur les répercussions de la tarification des soins pour les femmes plus spécifiquement, les inégalités sociales de santé, la division sexuelle et générationnelle du travail au sein de la famille, le rôle des femmes immigrantes dans les soins aux personnes, etc. Autour de ces questions s'articulent donc, de façon très

concrète, des rapports sociaux de sexe, de classe et de race, qu'il s'agit de mettre au jour si nous voulons aboutir à des solutions socialement justes, mais dont il faut se garder d'isoler les uns des autres.

À cet égard, la présence à Ottawa d'un gouvernement conservateur, néolibéral, raciste, homophobe et antiféministe peut, paradoxalement, s'avérer un atout pour déssectorialiser les actions et les réflexions féministes. Sans renoncer aux revendications

«classiques», il faut pouvoir expliquer à tous ceux et celles qui combattent ce gouvernement que son programme homophobe et antiféministe est partie prenante de sa politique néoconservatrice et néolibérale, qui ne pourra être combattue efficacement qu'en prenant aussi en compte ses dimensions antiféministes. Tout en faisant émerger les rapports de genre, il faut constamment les relier aux autres rapports sociaux de domination.

Le contexte dans lequel se déroulent les luttes féministes a changé. Depuis les années 1960, nous avons dû lutter de pied ferme pour obtenir des transformations législatives et l'inflexion des politiques publiques, dans un

Il ne s'agit pas d'intégrer des positions ou des revendications dites minoritaires. Ce qui est en jeu est plutôt notre capacité de repenser nos actions et de revoir nos relations de manière à bien cerner celles qui sortent toujours défavorisées dans les rapports de pouvoir. Sans ce changement de paradigme, lutter aux côtés des femmes autochtones ne sera jamais une priorité, ni démasquer l'islamophobie déguisée en défense des droits des femmes, encore moins lutter contre le racisme qui marque l'histoire de ce pays. Si des féministes de tous horizons continuent de s'engager dans ce processus, c'est bien parce que nous voulons participer à la construction d'un nouveau futur pour le mouvement, mais surtout parce que nous voulons faire partie de ce futur.

Je pose ces questions tout haut parce qu'elles ne sont pas que les miennes; je les présente à toutes les féministes québécoises pour qu'elles s'y penchent. Mais en attendant les réponses, je me suis dit que je devrais m'écrire une note que je pourrai relire lorsque je vivrai une réunion difficile et que, bloquée sur le chemin, j'aurai perdu de vue notre destination.

Igicari,

Souviens-toi des premiers mots qu'a dits Loretta Ross lorsqu'elle est venue nous voir à Montréal: «Je suis fatiguée d'être opprimée mais pas fatiguée de me battre.» La fatigue n'empêche donc pas la lutte. Le travail d'alliance est difficile parce que, par définition, il se fait avec des gens avec qui nous ne sommes pas d'accord sur tout. Il s'agit plutôt d'être d'accord à travailler ensemble. La pensée unique appartient aux sectes et non pas à un mouvement. Ne l'oublie pas et rappelle-le aux autres aussi. N'aie donc pas peur de nommer ce que tu vois, ce que tu vis; le féminisme, c'est aussi libérer sa parole. Ton silence signifie qu'il n'y a pas de dialogue, et sans dialogue, point d'alliance. Le silence n'est donc pas une option pour toi. Lorsque le mouvement parlera à l'unisson, ce sera parce que toutes les voix se seront élevées, et non pas parce que les plus fortes se seront fait entendre.

Delice Igicari Mugabo